

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43 rue du Docteur Duroselle
16 000 ANGOULÊME

Angoulême, le 5 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VITINATURE

6 rue du Fief de la Couture - 16130 Genté

Références : 2026_367_UbD16-86_Env16
Code AIOT : 0100274508

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25 février 2026 dans l'établissement VITINATURE implanté 6 rue du Fief de la Couture, 16130 Genté. L'inspection a été annoncée le 28 janvier 2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est déroulée dans le cadre d'une "Action Nationale sur les Produits Chimiques" auprès des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VITINATURE
- Z I DE LA COUTURE 16130 Gente
- Code AIOT : 0100274508
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non
- IED : Non

L'entreprise VITINATURE est une installation de stockage et de vente de produits phytosanitaires, d'engrais et de céréales. Le bâtiment de stockage a été construit en 2001. Au moment de la récolte, les céréales sont en transit sur le site. Elles restent moins de 12 heures.

L'entreprise fait partie du groupe ISIDORE qui possède 24 sites en Charente, Charente-Maritime et Gironde. Un site est présent dans le Loir-et-Cher.

Le site est géré par 4 personnes :

- 1 directeur commercial,
- 1 comptable/magasinier,
- 1 technicien,
- 1 chauffeur poids lourds.

Chaque employé dispose d'une certification phytosanitaire.

Le site fonctionne du lundi au vendredi de 8 h à 12 h et de 14 h à 17 h. La plage horaire peut être plus importante et variable au moment de la récolte des céréales.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article point 2.10	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
4	Rétention des aires et locaux de travail	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article point 2.9	Sans objet
5	Registre entrée/sortie	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article point 3.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La gestion du stockage des produits chimiques est globalement bien assurée.

Néanmoins, des améliorations sont attendues à court terme pour s'assurer du respect des conditions de stockage de part la gestion des incompatibilités qui sont sur rétention commune, en l'occurrence celle du local de stockage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : Les fiches de sécurité sont transmises par le prestataire LEXAGRI. Une fois par semaine, ce prestataire transmet à l'exploitant les mises à jour des FDS. Ces FDS (1400 au total) sont stockées sur un serveur informatique extérieur au site. Ce fichier est facilement accessible par les employés en se connectant au réseau. L'un d'eux a fait l'exercice. Les applications Phytoscan et Phytodata permettent aux employés d'obtenir toutes les informations sur les FDS.

<p>L'exploitant garde en mémoire 225 FDS antérieures à 2020 malgré leur obsolescence. Elles correspondent à des produits interdits à la vente depuis cette année-là. Elles sont stockées sur un fichier différent des FDS en cours.</p> <p>Les différents produits dangereux sont maintenus dans leurs contenants d'origine (bidons) et rassemblés. Les noms des produits et les symboles de danger sont lisibles.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant forme le personnel à la manipulation du kit EPI prévu dans le cas de déversement (en lien avec la formation de la manipulation extincteur). Le kit EPI est composé d'une combinaison, de surchaussures et d'un masque.</p> <p>En cas d'incendie, l'extincteur approprié au produit est utilisé.</p> <p>Les produits sont stockés par catégorie de danger au sein de zones spécifiques. Les différentes zones sont bien matérialisées. Elles sont reportées sur un plan du site.</p> <p>En cas de percement d'un contenant (en majorité il s'agit de bidons individuels), il est mis dans un sac transparent spécifique ADIVALOR puis déposé dans une caisse équipée d'une rétention PPN (Palette Phyto Non Utilisable).</p> <p>L'exploitant est adhérent à la société ADIVALOR (Agriculteurs, Distributeurs, Industriels pour la VALORisation des déchets agricoles) qui collecte et valorise (incinération,...), autant que possible, les emballages vides des produits phytosanitaires. La collecte se fait au niveau du groupe une fois par an.</p> <p>Un bordereau de suivi de déchets dangereux établi via Trackdéchét accompagne la collecte.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article point 2.10
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage comprenant des substances ou préparations liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; • 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>Les récipients fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs est contrôlable.</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation, qui est maintenu fermé en condition normale.</p> <p>Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement</p>

ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.
Constats : Chaque type de produit est stocké sur palette mais pas sur rétention spécifique. Le bâtiment de stockage fait rétention commune, car les zones de stockages sont non cloisonnées. L'exploitant doit trouver une solution pour éviter que des produits incompatibles déversés accidentellement ne se mélangent (en utilisant par exemple le stockage d'un des produits incompatibles avec un autre sur un bac de rétention spécifique avec le volume adapté). Cette situation peut intervenir en cas de mauvaise manipulation (déversement accidentel) ou percement involontaire pour des produits incompatibles stockés en rétention commune.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant identifie les produits incompatibles (acides/bases) susceptibles d'être stockés dans le local des produits chimiques et, en fonction des types d'incompatibilités, il définit et met en œuvre les conditions de stockage appropriées pour éviter que le stockage soit réalisé sur une même rétention. L'exploitant tient l'inspection informée de dispositions mises en place.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Rétention des aires et locaux de travail

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article point 2.9
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Le sol des locaux et des aires de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, inerte vis-à-vis des produits, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les eaux d'extinction et les produits répandus accidentellement ; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les produits recueillis sont de préférence récupérés et recyclés, ou en cas d'impossibilité traitée conformément au point 5.7 et au titre 7.
Constats : La zone de stockage des différents produits est commune et correspond au 3/4 du bâtiment d'exploitation. Ce bâtiment fait office de rétention. Les seuils des différentes portes d'accès sont suffisamment surélevés pour éviter tout déversement vers l'extérieur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Registre entrée/sortie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article point 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Constats :

L'exploitant présente les registres informatiques d'entrée et de sortie. Ces registres sont séparés mais liés entre eux afin que toutes données intégrées dans l'un s'incrémentent dans l'autre. Dans ces 2 registres, la quantité de stock est présente à l'instant T.

De plus, l'exploitant a une base de données des matières dangereuses présentes dans les différents produits stockés. Cette base a été mise à jour le 6 janvier 2025. Il y est référencé les mentions de danger H ainsi que les mentions CMR, nocif, irritant, dangereux pour l'environnement, corrosif et/ou inflammable.

Type de suites proposées : Sans suite